

**NATIONS UNIES  
SOMMET MONDIAL 2005  
(NEW YORK, 14-16 septembre)**

**Un petit nombre de pays tient en otage le  
sommet des Nations unies sur les droits  
humains, la sécurité et la pauvreté**

Index AI : IOR 41/057/2005

ÉFAI

Lundi 5 septembre 2005

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**DÉCLARATION CONJOINTE D'AMNESTY  
INTERNATIONAL,  
DE HUMAN RIGHTS WATCH,  
D'OXFAM INTERNATIONAL  
ET  
DE L'APPEL MONDIAL À AGIR CONTRE  
LA PAUVRETÉ**

Amnesty International, Human Rights Watch et Oxfam International lancent un appel à un petit nombre de pays « *causeurs de troubles* » pour qu'ils cessent de tenir en otage le sommet des Nations unies à propos de mesures cruciales concernant les droits humains, la sécurité, les actes de génocide et la réduction de la pauvreté. Ces gouvernements ont provoqué une crise dans les négociations sur le projet de déclaration finale, à quelques jours seulement de la plus grande réunion de dirigeants mondiaux de l'histoire, qui doit se tenir à New York du 14 au 16 septembre.

Les trois organisations, ainsi que l'Appel global à agir contre la pauvreté, plus grand mouvement de lutte contre la pauvreté, ont déclaré que les actions d'un petit nombre de pays menaçaient de saborder le sommet. Les objections élevées par certains de ces États semblent avoir pour but de bloquer l'adoption d'un accord significatif plutôt que de renforcer le courant actuel ou de soulever des préoccupations légitimes. La façon de faire de ces pays varie selon les sujets, mais à elles toutes, leurs actions sont en train d'affaiblir sérieusement les projets d'accord sur le Conseil des droits humains, la réduction de la pauvreté ou la prévention des actes de génocide, en dépit du soutien d'une majorité de gouvernements en faveur de ces mesures.

Oxfam s'inquiète particulièrement de voir qu'un petit nombre de pays sont déterminés à bloquer une mesure historique en préparation concernant la « *responsabilité [des gouvernements] de protéger les civils* », qui pourrait empêcher à l'avenir que ne se reproduisent des génocides tels que ceux du Rwanda. Les pays essayant de bloquer cette

mesure sont l'Inde, l'Égypte, l'Algérie, le Pakistan, le Vénézuéla, Cuba, l'Iran, la Syrie et la Russie. Les États-Unis essaient également d'affaiblir la mesure en proposant à présent de remplacer « *l'obligation* » de protéger par « *la responsabilité morale* ».

« *Les gouvernements africains faisant pression en faveur de l'adoption d'une mesure visant à prévenir les actes de génocide demandent au monde d'agir*, a déclaré Nicola Reindorp, qui dirige le bureau new-yorkais d'Oxfam. *Pourtant un petit groupe de gouvernements « causeurs de troubles » semble déterminé à briser tout espoir d'accord sur un agrément qui pourrait sauver des vies.* »

La proposition de créer un nouveau Conseil des droits humains faisant davantage autorité, siégeant tout au long de l'année, apte à traiter de la question des droits humains dans tous les pays et disposant d'un véritable mandat pour pouvoir faire face à toutes les situations en matière de droits humains, doit être l'une des principales réalisations de ce sommet. Une écrasante majorité d'États de toutes les régions du monde l'ont approuvée. Amnesty International et Human Rights Watch ont exprimé leur préoccupation, cependant, face au blocage exercé par une quinzaine de pays, menés par Cuba et comprenant le Vénézuéla, le Myanmar, le Turkménistan, le Pakistan, la Biélorussie, le Viêt-Nam et la Syrie qui empêchent toute avancée concernant cette importante réforme.

« *La possibilité de voir un petit nombre d'États, affichant un bilan profondément préoccupant en matière de droits humains, bloquer la création d'un organisme de défense des droits humains plus efficace, a un côté ironique mais surtout honteux* », a déclaré Peggy Hicks, directrice en charge de la campagne de sensibilisation mondiale de l'organisation Human Rights Watch.

« *Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants attendent de ce sommet quelque chose de mieux que des négociations sans scrupules sur les droits humains*, a déclaré Yvonne Terlingen, représentante d'Amnesty International auprès des Nations unies. *Seule une réforme forte et ambitieuse peut dépasser la politique politicienne, le double système de valeurs et la sélectivité qui ont terni l'image de la Commission actuelle des droits de l'homme. Les dirigeants du monde doivent se comporter en visionnaires et avec hardiesse pour ne pas gaspiller cette occasion unique.* »

Les États-Unis ont également proposé de supprimer certains passages concernant la réduction de la pauvreté, notamment ceux relatifs

à l'aide au développement à l'étranger, à l'éducation et à l'allègement de la dette et de rayer du texte l'expression « *Objectifs de développement du Millénaire* » - sur lesquels la communauté internationale s'est mise d'accord dans le but de faire diminuer de moitié la pauvreté dans le monde. En outre, les États-Unis veulent supprimer toute référence à des contrôles concernant les armes de petit calibre dans le document final.

« *Nous courons maintenant le danger réel de voir les engagements qu'avaient pris certains gouvernements il y a cinq ans, à propos de la réduction de la pauvreté, remis gravement en cause au sommet des Nations unies, a déclaré Kumi Naidoo, qui préside l'Appel mondial à agir contre la pauvreté. Nous ne pouvons permettre que des pays en voie de développement soient poussés à donner leur accord à un document final qui lèsera la majorité des peuples.* » ●

**Pour plus d'informations, merci de contacter :**

**- Amnesty International :**

. Yvonne Terlingen aux États-Unis : +1-212-867 88 78 (poste 2) ou +1-917-406 11 85 (portable);

. James Dyson au Royaume-Uni : +44-207-413 58 09 ou +44-779-562 83 67 (portable);

**- Human Rights Watch :**

. Peggy Hicks aux États-Unis : +1-212-216 18 18 ou +1-646-509 18 18 ;

. Loubna Freih en Suisse : +41-22-738 04 81 ou +41-79-202 32 85 ;

**- Oxfam International :**

. Brendan Cox au Royaume-Uni : +44-7957-120853 (portable);

. Nicola Reindorp aux États-Unis : +1-646-246 54 48 (portable).

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**

#### **Note aux rédacteurs :**

Responsabilité de protéger: cette mesure impliquerait que les gouvernements s'accordent à reconnaître qu'il leur incombe de protéger les civils face à des actes de génocide, crimes contre l'humanité, nettoyage ethnique et crimes de guerre, lorsque le gouvernement des pays concernés n'a pas la volonté ou la capacité de le faire. Parmi les pays tentant de bloquer cette mesure figurent l'Égypte, l'Algérie, le Pakistan, le Vénézuéla, l'Inde, la Russie, Cuba, l'Iran et la Syrie. Les États-Unis ne veulent pas se retrouver dans l'obligation d'agir dans ce cas de figure. La majorité des États, notamment le Groupe des États africains, l'Union européenne, le Chili, l'Argentine, le Pérou, le Japon, Singapour, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada sont favorables à ce que le sommet entérine cette « *responsabilité de protéger* ».

L'Appel mondial à agir contre la pauvreté est la plus importante coalition de lutte contre la pauvreté dans le monde. Ensemble, les organisations qui en font partie représentent plus de 150 millions de personnes dans le monde. La campagne vise à réaliser une avancée marquante dans la lutte contre la pauvreté en 2005. Elle s'adresse aux dirigeants du monde, leur demandant de « *s'éveiller* » et de prendre des mesures concrètes aux Nations unies pour parvenir aux objectifs de développement du Millénaire et mettre fin à la pauvreté une fois pour toutes.

Les objectifs de développement du Millénaire sont au nombre de huit. Plus de 190 gouvernements les ont approuvés en 2000. Ils visent à l'éradication de la pauvreté grâce à l'action des pays développés et des pays en voie de développement. Ils se concentrent principalement sur l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, la possibilité pour tous de suivre un cycle d'éducation primaire, la promotion de l'égalité entre hommes et femmes, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé des mères, la lutte contre le VIH/sida, la malaria et autres maladies qu'il est possible de prévenir, l'assurance d'un environnement durable et la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. Le premier objectif de développement du Millénaire, qui était d'arriver à un nombre égal de filles et de garçons scolarisés d'ici 2005, est déjà manqué.